



**Seul un point de vue révolutionnaire
peut rassembler le monde du travail et
permettre une issue !**

***Et c'est collectivement que nous devons
l'élaborer...***

Assassinats à Paris, élections en Grèce, Ukraine...

En ce début d'année 2015, il est encore plus difficile que d'habitude de s'arrêter un instant pour construire une réflexion sur les divers événements qui secouent le monde et notre pays. Il est pourtant nécessaire et essentiel de prendre le temps d'analyser la situation et de se projeter dans l'avenir afin d'élaborer une stratégie politique favorable au monde du travail. Car il est évident que la situation survenue après les meurtres barbares à Paris et Montrouge ne profite certainement pas à l'affirmation du point de vue du Travail comme issue à la crise !

N'est-il pas extrêmement significatif de constater que le Capital a réussi instantanément à retourner la situation à son avantage – à croire qu'il pourrait en être l'organisateur ? Comme à chaque fois. Comme si le monde du travail jouait une partie d'échecs avec dix coups de retard en permanence... Un choc traumatise la société et le Travail est réduit à l'impuissance. Comment, dans ces conditions, peut-il gagner la moindre partie ? L'urgence est donc à prendre le temps de la réflexion et de l'analyse collectives pour modifier cette situation et ainsi mieux œuvrer à ce que le point de vue du Travail définisse et revendique sa véritable place dans la société.

Arrêtons-nous sur deux événements majeurs qui font la une de l'actualité : les assassinats de début janvier et la victoire de Syriza aux élections législatives en Grèce. D'une part, une tragédie qui a engendré un traumatisme légitime et normal dans la population avec un malaise qui s'est généralisé, et à l'opposé, une petite lueur d'espoir pour le Travail avec la victoire de la coalition de gauche d'Alexis Tsipras. Sans rapports a priori, ces faits marquants, à la une des journaux, auront des conséquences majeures sur notre avenir commun.

Gardons l'image de cet échiquier sur lequel se jouent toutes les formes de l'affrontement Capital/Travail. Il est plus que probable, à l'allure où vont les choses, que le Capital va chercher à pousser son avantage en avançant ses pions et que d'autres faits importants risquent de se produire très rapidement.

Le vote des Grecs est un rejet massif des politiques d'austérité imposées au nom du maintien d'un « euro fort » – outil du capitalisme européen, sous direction allemande, pour assurer sa domination sur le continent. C'est aussi un terrain de compétition avec le dollar sur l'ensemble de la planète, créant de nouvelles et nombreuses tensions contraires à la souveraineté et les intérêts des peuples. Sous cet angle, la situation en Ukraine devient un enjeu de cette confrontation entre impérialismes.

La situation créée par le vote des Grecs ouvre des perspectives. Celle de la sortie de la domination de « l'euro ». Est-ce le chemin que prend le nouveau gouvernement grec ? Aura-t-il le choix s'il ne veut pas trahir les aspirations du peuple qui lui a donné mandat ? Pour sa part, avec ses coups d'avance, le Capital a déjà élaboré des scénarios de sortie.

Pour la nôtre, pensons-nous que le Travail est préparé à une sortie de l'euro ? Plus exactement, quelles conséquences d'une sortie de l'euro organisée par le Capital ? Et le scénario du pire : que les prétendus représentants du monde du travail deviennent les derniers défenseurs d'un euro abandonné par le Capital après l'avoir créé pour ses intérêts. Anticipons les divisions et les affrontements que cela peut produire. Car si une sortie de l'euro est une condition nécessaire et indispensable pour redonner aux peuples la souveraineté de leurs choix politiques, ne devrions-nous pas réfléchir à la transition qui nous est la plus favorable ?

Retour à l'échiquier et les suites des assassinats de janvier. Elles peuvent être lourdes de conséquences, sur le plan intérieur – privation de libertés –, mais aussi extérieur. Notre pays prend déjà une part cruciale dans des interventions militaires en Syrie, au Mali, en Centrafrique... La volonté, sous couvert de défense des libertés, de « *faire la guerre au terrorisme* », à l'image des États-Unis après les attentats de 2001, n'est pas sans risque pour la paix mondiale. Car sous prétexte d'un combat du « *bien* » contre le « *mal* » – et le « *bien* », c'est forcément l'Occident ! – c'est uniquement la volonté du Capital de piller les richesses qui justifie toutes ces interventions « *coûteuses* » déclenchées par les gouvernements à son service. Par exemple, notre présence au Mali n'est fondée que par la volonté de garder la main sur les réserves d'uranium ! Cet impérialisme agressif, où les ressources sont la cible de plusieurs puissances – car le Capital n'est pas monobloc – ne pourrait-il pas nous mener à la guerre ?

Émotions, traumatismes, espoirs, incompréhensions, doutes, méfiances, ce début d'année est particulièrement rude pour le monde du Travail où beaucoup s'interrogent sur ces événements, mais surtout sur l'avenir. Il est urgent de réfléchir à différentes pistes pour regagner nos dix coups de retard afin de rentrer réellement dans la partie. Sinon nous serions condamnés à être spectateurs, à subir dans l'incompréhension la plus totale. Il y a urgence « *à refaire de la politique. Mais pour de bon.* » Car anticiper les coups, c'est aussi ça la politique !

Mais jusqu'où peut aller le Capital ?

Nous aurions bien du mal à lui trouver une morale alors que certains persistent à affirmer, par leur intense campagne idéologique, que sa « *moralisation* » est possible... La finance n'a pas de principe, ne s'interdit rien et ne tolère aucune règle, aucun taquet qui ne puisse l'empêcher ou même réduire sa prétention sur les richesses créées par le Travail. Le Capital ne peut se dompter, car son seul et unique objectif est d'accumuler toujours plus de richesses, et ce, sans aucune limite – physique ou morale.

Ainsi, éclatent ou sont créés des conflits partout dans le monde pour déstabiliser des régions entières du globe où des peuples pourraient prendre en mains leur destin et surtout leurs ressources. L'objectif est d'occuper, voire coloniser des zones riches en pétrole, en or, uranium, ou tout autre minerai. Les pays occidentaux – dont la France – sont totalement asservis au Capital et se lancent en permanence dans des conflits sans fin – et là il n'y a pas de crise dans la vente d'armes – pour piller... sous couvert de défense de la liberté et des droits de l'Homme !

Que nous montre le Capital dans cette période ? Deux choses importantes. La première est qu'il veut étendre encore plus ses emprises partout et dans tous les domaines, ce qui oblige les gouvernements à son service à passer un cap dans l'asservissement des peuples. Deuxièmement, les différentes puissances qui lui sont soumises ne sont pas unies – même s'il est mondialisé – et que l'ordre mondial actuellement en place et dominé par l'oncle Sam n'est pas immuable. Ce qui explique en partie l'attitude agressive des États-Unis envers la Russie notamment, puissance nucléaire, qui travaille à une autre organisation du monde.

Au passage, on peut penser ce que l'on veut de Poutine, autocrate, despote, mais il fait de la politique ! L'action de la diplomatie russe dans la période doit être prise en compte, car c'est une approche pragmatique pour faire que diminuent les tensions et les risques d'embrasement – cf déclaration de Poutine au club Valdai.

La situation en Ukraine, pays frontière de la Russie, à l'issue du coup d'État soutenu par les USA et la France ayant mis au pouvoir des oligarques appuyés par des fascistes héritiers de Bandera et des SS, est aussi lourde de menaces. L'OTAN, bras armé du Capital, avance ses pions. La tentation d'une intervention militaire directe pour écraser les résistants à l'est du pays – qui se sont proclamé « *République populaire* » – est désormais bien réelle.

Pour revenir aux assassinats en France début janvier, et afin de comprendre les situations et leurs causes, d'en appréhender les enjeux pour mieux mener le combat idéologique, il est impératif de revenir à avant que nous soyons devenus « *Charlie* », d'analyser le contexte international et les stratégies impérialistes à l'œuvre en matière de géopolitique depuis plusieurs décennies.

Pour comprendre, il faut se replonger dans l'épisode de l'intervention de l'URSS en Afghanistan en 1979 dans le cadre d'un traité d'assistance entre ces deux nations. À l'époque, **les USA avec la CIA ont débloqué des financements pour tous les opposants au régime en place et ainsi favorisé et armé tous les clans et forces religieuses fondamentalistes**. Ils ont fini par obtenir gain de cause en générant des monstres qu'ils prétendaient « *manipuler* ».

Avec la chute de l'URSS, cette stratégie s'est perpétuée et s'est appuyée sur les créations étatiques que sont le Qatar et l'Arabie Saoudite. Ben Laden, l'ami financier des Bush, était saoudien. Ainsi s'est développé un nouveau terrain d'affrontement substituant aux luttes d'indépendance nationale, le concept de choc des civilisations, de la lutte de l'occident contre l'islam. Ainsi les luttes d'indépendance des peuples contre la domination de l'impérialisme peuvent être qualifiées de terroristes pour les disqualifier.

L'action pour l'unité des Nations arabes à l'ordre du jour au siècle dernier dans le cadre des « *non-alignés* », sur une base laïque, s'en est trouvée complètement pervertie et détournée. Les États « *résistants* » à cette évolution étaient désormais des cibles.

Sous cet angle, cela nous permet de mieux comprendre et analyser les interventions militaires directes dans lesquelles notre pays a pris une part prépondérante en Libye – pays désormais démantelé et livré aux seigneurs de guerre – ou indirectement comme en Syrie. L'appel au meurtre de Bachar El Assad par Laurent Fabius, ministre de la France, participe à dédouaner le passage à l'acte barbare de fous fanatisés. Si un ministre appelle à tuer, il n'y a plus de barrières psychologiques. En Libye et en Syrie, nos gouvernements successifs ont financé et armé des milices qui ont acquis ainsi des moyens militaires et une autonomie qu'ils mettent désormais au service de leurs propres intérêts. Ainsi ont été créés de nouveaux fronts en Irak ou au Mali avec l'apparition de la nouvelle créature « *l'état islamique-DAESH* », qui en faisant semblant d'échapper à ses créateurs, sert au fond leurs intérêts. Complices pour ses intérêts, mais concurrents sur le terrain, les différentes facettes de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, provoquent systématiquement la guerre et des ravages dans les populations civiles. Et eux n'ont pas « *Je suis Charlie* » pour se faire entendre !

« *L'État islamique* », ce ramassis de brutes ignorantes, de tueurs et de bandits, est une aubaine pour l'impérialisme pour faire passer à la trappe le droit à l'autodétermination des peuples de choisir, sur leur territoire, l'utilisation des ressources qui leur appartiennent, mais aussi le système économique dans lequel ils veulent vivre ; Capitalisme ou Socialisme !

Finalement, le Capital – ou plutôt ses fidèles serviteurs avec leurs services secrets – sont-ils capables d’avoir perpétré ou laissé faire les assassinats à Paris ? Oui, évidemment. L’ont-ils fait, y a-t-il eu ou pas complot ? De toute manière, il n’est pas dans nos moyens d’enquêter ! Mais au fond, là n’est pas la question. Ce qui importe, c’est de prendre en compte la situation créée et la capacité du Capital à anticiper, s’adapter et profiter de la situation. Car la finalité est claire : la classe dominante a réussi pour le moment, à réaffirmer sa suprématie – et elle en avait bien besoin ! – et une nouvelle division a été créée dans le monde du travail. Il faut repartir de cela.

La stratégie du choc

À partir de ces assassinats, il est impressionnant de constater les avancées de la stratégie menée par la classe dominante pour arriver à ses fins. Peu importe l’histoire de ces meurtres – il faut quand même reconnaître que certains éléments ne sont pas clairs du tout –, il s’agit surtout d’analyser cette stratégie, finalement bien ficelée, surtout pour un Président Hollande qui passe « *toute son énergie à n’être rien* » ! Et on ne peut pas non plus taire le fait que cela lui a bien profité...

On a tous droit à une légitime émotion, mais la gigantesque manipulation des esprits pour détourner de la réflexion et imposer un cran supplémentaire dans la pensée unique, seule autorisée, est écoeurante. Dans le monde du travail, il n’y a aucune naïveté face à l’opération « *récupération* » du gouvernement, mettant en scène l’unité nationale derrière les dirigeants les plus réactionnaires de la planète. Mais le sentiment d’impuissance s’est renforcé, signe d’une manœuvre bien orchestrée.

Arrêtons-nous un instant sur la stratégie du choc psychologique pratiquée par le pouvoir et l’arsenal médiatique : c’est tout à fait similaire aux interventions policières qui déclenchent des grenades dites « *paralysantes* » enfumant et suscitant un bruit assourdissant pour provoquer la panique et l’affolement des preneurs d’otage. Ce n’est pas exagéré de dire que cela a été appliqué en politique, que c’est ce traitement qui a été pratiqué sur notre peuple. On en appelle à Naomi Klein qui nous explique que « *L’envahisseur doit investir l’environnement de l’adversaire et paralyser ou surcharger ses perceptions et sa compréhension des événements pour le rendre incapable de résister.* »

L’onde de choc est d’autant plus importante que le peuple, privé de sa souveraineté, s’est en masse dépolitisé. Peut ainsi être atteint l’objectif de lui imposer de soutenir, malgré lui, un président et son gouvernement qui étaient jusque là parmi les plus détestés et ainsi faire oublier leur responsabilité, ainsi que celle de ceux cordialement invités à faire cortège le 11 janvier – de Merkel à Netanyaou en passant par le secrétaire général de l’OTAN, etc.

Évidemment, la puissance des émotions dans toute la France peut certainement empêcher de garder les idées claires. Cette immense onde de choc, retournée et utilisée contre le peuple français, montre l’urgence de retrouver notre souveraineté, pour décider de tout et tout le temps. Car dans pareil moment, la décision d’un seul homme – ou une poignée – peut non seulement être mauvaise et dangereuse, mais surtout – et c’est la preuve – participer à cette immense manipulation.

Avec du recul, le peuple français, s’il était réellement décideur – dit autrement, si le gouvernement représentait vraiment le peuple français – aurait-il organisé cette manifestation ? Et avec ces invités-là ? Le monde du travail a-t-il oublié tous ces ministres – pour certains repris de justice – qu’ils ont combattus avec raison dans la rue ? Aurait-on oublié l’assassinat de Rémi Fraisse par la police ? Non, bien sûr.

Cela montre ici, que dans des circonstances extraordinaires – qu'en serait-il en état de guerre ? – seules des décisions ancrées démocratiquement peuvent faire face et au mieux à un tel choc – ici récupéré par la classe dominante.

Le « *Je suis Charlie* », qui pouvait revêtir un aspect généreux et rassembleur au soir du 7 janvier, s'est ainsi transformé en injonction à en être ; sinon à apparaître comme étant laxiste, voire complice de l'action des assassins. En fait, pour défendre « *la liberté d'expression* », il s'agit ici de l'interdire, car tout le monde doit « *être Charlie* » !

On a assisté avec la manifestation parisienne – notons qu'elle n'a pas eu la même connotation en province – du 11 janvier à une autre forme de prise en otage, celle des peuples par la classe dirigeante des pays occidentaux avec l'ordre de se soumettre et/ou de se taire. Cette manœuvre insidieuse pour faire soutenir les fauteurs de guerre s'est prolongée avec l'épisode de la Marseillaise à l'Assemblée nationale, censée représenter « *l'Unité Nationale et l'Union Sacrée* » contre le terrorisme.

Voilà donc comment les récupérateurs ont réussi à évincer toute liberté de penser, au profit évidemment du discours dominant puisqu'il a été décrété « *Nous sommes tous Charlie* » et tout réfractaire pouvait être assimilé au FN – toujours là quand il faut ! –, ou même aux terroristes. Outre la sommation d'« *être Charlie* », c'est aussi l'occasion de faire abstraction de nos deux classes antagonistes... Encore une occasion de faire rentrer dans les têtes que la lutte des classes n'existe plus... Arrêtons-nous encore une fois : le Capital et le Travail, le patron et ses ouvriers, les exploités et les exploités, peuvent-ils être le même « *Charlie* » ? Et manifester conjointement ? Du coup, que dire de la position du PCF qui appelle désormais de ses vœux à « *rester Charlie* » ?

Voici finalement, comment la classe dominante a réussi à diviser le Travail à « *être Charlie* » ou ne pas « *être Charlie* ». Il nous faut sortir de cette impasse et surtout ne pas rester dans cette division artificielle comme nous y invite le PCF. Il nous faut travailler à nous rassembler contre ceux qui nous dominent, car au final, il faut reconnaître qu'ils ont joué un beau coup, nous affaiblissant d'autant. Et pour éviter de futurs pièges politiques, il va falloir pour cela débattre collectivement et démocratiquement de la situation en dehors des partis institutionnels, qui ont tous une part de responsabilité ! C'est-à-dire faire de la politique.

Le Capital protège les institutions, elles sont garantes de sa domination

Et ce qu'il se passe en Grèce avec l'arrivée de Syriza au pouvoir risque d'être un exemple des plus dévastateurs. Les institutions – qu'elles soient françaises ou européennes – ont été créées par et pour le Capital, c'est-à-dire pour garantir l'ordre établi. Tous les partis institutionnels – à savoir ceux reconnus légitimes par le Capital – y ont un rôle à jouer. L'unicité du discours autorisé – celui du Capital – nous impose un régime réellement totalitaire, où l'apparence démocratique n'est utilisée que pour faire illusion. D'ailleurs, ce n'est pas parce que le Capital pose des urnes qu'il y a démocratie !

Faire de la politique dans ce cadre impose d'accepter la domination en tous points du Capital, ce qui est le cas de tous les partis institutionnels en France. Seulement, et c'est l'inquiétude permanente du Capital, il faut impérativement que ces institutions aient un minimum de crédibilité auprès des populations – imaginons un instant une élection où personne ne va voter ! Le FN est en permanence là pour faire voter. Et la même ritournelle à chaque élection : « *si tu ne vas pas voter, tu fais le jeu du FN* ».

Ainsi, dernièrement dans les médias, on pouvait voir un sondage pour les élections présidentielles de 2017 où Marine Le Pen serait en tête... et Hollande d'ajouter depuis Pékin, qu'il s'en trouve déçu après l'unité nationale déclarée quelques semaines auparavant. Le tour est joué pour les prochaines élections ! C'est bien pour cela, que la classe dominante, se doit, en période de crise de confiance, organiser quelques opérations pour se redorer le blason. La récupération des assassinats de début janvier en est un bon exemple.

D'ailleurs nos dirigeants politiques – qui au passage ne dirigent rien et ne sont là que pour jouer la comédie dans cette parodie démocratique – ne s'en cachent guère... Par exemple, Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, déclarait sur RTL le 15 janvier : « *Un jeune sur cinq aujourd'hui adhère aux théories du complot. C'est-à-dire la remise en cause des institutions de la République, de la crédibilité des hommes politiques, mais aussi des médias.* » Sans rentrer dans les considérations de complot – mais cela montre l'objectif de l'injonction d'« être Charlie » –, l'inquiétude est ouvertement affichée. Et pour résoudre le problème, elle déclare : « *Ce que nous avons peut-être un peu raté jusqu'à présent à l'école, c'est de réussir à faire le pont entre ce que ce jeune découvre sur Internet, et qu'il ne sait pas trier (...) et ce qu'on doit lui apprendre pour l'aider à y voir plus clair et à se construire en citoyen.* », en d'autres termes, il faut enseigner ce qu'il faut penser !

Et si justement la remise en cause des institutions en les délégitimant – en ne votant pas par exemple – était la seule issue favorable pour le monde du travail ? Car si d'un côté de la chaîne, la classe dominante fait tout pour sauver les institutions, de l'autre elle les utilise pour asservir et piller les peuples comme dans toute l'Europe et plus particulièrement en Grèce. Mais malheureusement, tant que le monde du travail restera dans ce cadre méticuleusement élaboré par le Capital, il n'aura aucune chance de s'émanciper.

Il y a un risque que les Grecs, au travers de l'expérience Syriza, en fassent la douloureuse expérience ! Pourtant, l'austérité que les institutions européennes généralisent dans tous les pays de l'Union Européenne suscite de vives réactions parmi les peuples, comme les manifestations géantes en Espagne, en Italie ou en Belgique. Le KKE – parti communiste grec – a lui une approche différente de Syriza et a refusé de participer à un front commun qui ne mettrait pas en cause la structure même de l'intégration européenne. Notons tout de même qu'au mépris de la souveraineté du peuple grec, les institutions européennes, le commissaire français Moscovici, la chancelière allemande Merkel, se sont invités dans le débat pour tenter d'influencer le vote des Grecs.

Les signes d'allégeance de Syriza, précisant que la sortie de l'euro n'était plus à l'ordre du jour, n'ont pas suffi à calmer la colère des dominants. Au-delà de son succès, c'est la question de la perspective dans le cadre de l'Union Européenne qui est posée. Une expérience négative de Syriza au pouvoir, du genre « *gauche plurielle* », aura un impact tellement négatif qu'il pourrait ouvrir un boulevard à toutes les aventures, dont l'éventualité des fascistes « *d'Aube Dorée* ». Par leur position, les communistes grecs du KKE préservent les conditions de rassemblement du monde du travail dans leur pays, en alliant démocratie, exigence de progrès social et lutte pour éradiquer le capitalisme.

D'autant que la question de l'existence même de l'euro est désormais posée. Pas seulement par les progressistes, mais par la voix d'Angela Merkel, pour qui l'euro est en réalité le mark. Elle envisage une modification de sa zone d'influence. C'est le début de la fin. Et la France n'aura pas son mot à dire.

En restant dans le cadre des institutions européennes, Syriza devra rentrer dans le compromis, ce qui risque d'entraîner de grosses désillusions pour le peuple grec, mais aussi pour tous ceux qui rêvent avec lui d'un monde meilleur. « *Mais l'inanité des fausses solutions n'exclut pas qu'il y en ait de vraies. Puisqu'il y a toujours une alternative. En l'occurrence, non pas caler le pied de table, pour ravauder son estime de soi avant de passer dessous, mais la renverser.* » (Frédéric Lordon)

Seul le point de vue révolutionnaire peut rassembler le Travail

L'expérience est faite depuis trop longtemps : le point de vue réformiste – c'est-à-dire celui qui renonce à changer la société, celui qui fait du capitalisme un cadre indépassable – ne fait que diviser le monde du travail derrière de faux espoirs ! L'exemple grec est éloquent ; pour Syriza, le capitalisme – et ses institutions, notamment européennes – n'est pas remis en cause. Comme le déclare très justement le KKE : « *Syriza a systématiquement cultivé la position illusoire et totalement fausse que l'UE est en train de changer de manière positive, en faveur des peuples, parce qu'elle suit une politique moins restrictive, ledit assouplissement quantitatif. C'est pour cela qu'il a célébré les mesures de Draghi et l'achat d'obligations publiques par la BCE. Pourtant, un tel changement n'est pas en faveur du peuple. Il est en faveur des groupes monopolistes, des banques, des industriels, vers lesquels seront dirigés les paquets de financement, pour lesquels les ouvriers paieront encore une fois.* » Qui pourrait d'ailleurs croire un instant que la classe dominante qui « *organise* » la démocratie puisse laisser se mettre en place des dirigeants qui la dépossèdent ? D'ailleurs, est-ce les « *élus* » qui dirigent réellement ?

Outre les énormes désillusions que cela risque de produire chez le peuple grec, le Capital assure sa suprématie – les institutions ont encore bien joué leur rôle ! Et dans ce cadre, il est important que chaque travailleur ne puisse à aucun moment s'identifier à une seule et même classe – celle du Travail, celle des dominés. Ainsi, on est de droite ou de gauche, blanc ou noir, « *Charlie* » ou pas, etc. Mais en aucun cas le Travail en lutte contre le Capital.

Pour être reconnu légitime à gouverner par le dieu Capital, tout gouvernement doit s'engager à rester dans le cadre des institutions, c'est-à-dire celui imposé par la classe dominante. Quand bien même un pouvoir en place voudrait déroger, ne serait-ce que d'un iota, à ses obligations envers le Capital, il s'attirerait instantanément les foudres de la finance ; dans le cas grec, l'Allemagne « *a par anticipation savonné la planche en déclarant que la sortie de la Grèce est une éventualité à laquelle la zone euro pouvait désormais très bien faire face* ». Non pas qu'une sortie de la zone euro soit une catastrophe en soi – au contraire même ! –, mais organisée par le Capital par anticipation, cela aurait des conséquences désastreuses pour le peuple grec et les autres en Europe.

Ainsi dans cette farce électorale, le Travail ne peut que se retrouver perdant et surtout absent des lieux de décisions. Par conséquent, dans notre partie d'échecs, nous devons jouer avec les règles – le cadre – imposées par notre adversaire, nous interdisant de lui prendre une pièce qui pourtant fait ravage dans nos pions... Pire, en faisant partie du système, en « *accompagnant* » notre adversaire – *s'il vous plait, ne faites pas de mal à nos pions, et on sera gentils, promis !* –, on ne peut avoir aucune vision stratégique : on attend de voir ce que le Capital propose, pour l'aménager. Cela se traduit par exemple à chaque réforme lancée par les « *bien-pensants* », par une contre-réforme, peut-être moins nocive à première vue, mais tout aussi « *capitalo-compatible* » ; dans tous les cas, enfermé dans ce carcan, le monde du Travail se retrouve condamné à attendre les mauvais coups, au jour le jour, sans aucune anticipation : on laisse ainsi au Capital ses dix coups d'avance sur l'échiquier de l'affrontement social.

Finalement, la renonciation mène le Travail à sa perte – cela explique en partie ses défaites depuis des décennies –, empêche de se projeter dans l'avenir pour cette partie d'échecs « à mort » où tous les coups sont permis de la part de notre adversaire... Et la question se pose : **mais combien de temps cela va-t-il encore durer ?**

Beaucoup justifient leur renoncement à « *renverser la table* » par le fait d'un rapport de force faible. Et si cet argument semble mélanger la cause et la conséquence, c'est une grossière erreur de croire – et de faire croire – que le point de vue révolutionnaire est un prolongement, une étape supplémentaire, un cap au-dessus du point de vue réformiste. Ainsi est justifié le maintien dans le cadre et si, par un concours de circonstances malencontreux, le monde du travail se rassemble et passe à l'offensive, la révolution pourra être envisagée... Dit autrement, petit rapport de force, on passe sous la table, grand rapport de force, on la renverse. S'il est sûr que pour la deuxième solution, il va falloir être nombreux, ce n'est pas en passant dessous qu'on rassemblera le Travail ; bien au contraire d'ailleurs, puisque cette position le divise ! En d'autres termes, le point de vue révolutionnaire et le point de vue réformiste s'opposent, le deuxième ne peut en aucun cas mener au premier !

Alors pour apporter une réponse heureuse à la question précédente, à savoir faire en sorte que l'on attende pas plus longtemps dans cette situation, il va falloir élaborer collectivement et démocratiquement un programme ambitieux de sortie du capitalisme. Et contrairement à l'idée qu'entretient la classe dominante, les peuples qui souffrent déjà énormément pourraient très vite se rassembler derrière cette perspective émancipatrice – surtout pour ceux qui n'ont plus grand-chose à perdre...

Répetons-le encore et encore : seul le Travail est créateur de richesses. Le Capital n'est qu'un parasite, Et si sous cet angle, cela donne au monde du travail toute légitimité – il est même le seul légitime – à gérer les richesses ainsi créées, cela lui donne surtout un sérieux atout ; il ne tient qu'à nous d'en prendre conscience et de l'utiliser pour renverser l'ordre établi. Il est évident – et l'expérience le prouve – que toutes les institutions ainsi que tous les outils – comme l'euro – créés par et pour le Capital ne permettront jamais au Travail de s'affirmer en tant que tel sur le plan politique ; ils ont précisément été mis en place pour l'empêcher.

Mais quand la crise du système capitaliste atteint un niveau tel de ravages sociaux, le carcan institutionnel peut ne plus suffire. Le Capital s'adapte et anticipe. Ainsi l'horreur devant les tueries autour de « *Charlie* » ou du magasin *kasher* et les illusions portées par Syriza de changer l'UE de l'intérieur aboutissent au même résultat : une division accrue du monde du travail, compromettant son rassemblement, sa prise de conscience dans sa communauté d'intérêts et, au final, son affirmation politique.

L'urgence du moment est de contrecarrer cette offensive en travaillant à rassembler le Travail, à lui redonner confiance dans sa capacité à affirmer sa place politique. Il ne suffit pas de parler de lutte des classes, il nous faut l'assumer. « *Faire de la politique pour de bon* » commence par là.

Le 13 février 2015

Ce texte est le fruit d'échanges entre adhérents de Rouges Vifs IDF à l'occasion de plusieurs réunions. Il est le résultat d'une construction intellectuelle collective. C'est la mise en pratique des fondements de notre association, l'élaboration commune d'analyse et de pistes de réflexion au service du mouvement populaire.